

Bulletin d'histoire politique

Les premiers ministres et leurs biographies

Gaston Deschênes



Volume 1, Number 2-3, Spring 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063175ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063175ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Deschênes, G. (1993). Les premiers ministres et leurs biographies. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 41–42. <https://doi.org/10.7202/1063175ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

est d'avis que la province de Québec serait disposée à rompre le pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada."

La formulation même de la motion attire déjà notre attention. Il est bien clair que l'Assemblée législative, en votant cette motion, ne fait que demander aux autres provinces la permission de quitter le Canada. Mais on ne demande pas l'indépendance, on la prend, à moins que notre but ne soit pas vraiment l'accession à l'indépendance, mais de faire prendre conscience à notre partenaire de notre existence. Le libellé de la motion démontre donc déjà que le rédacteur s'est habilement arrangé pour être en toute sécurité.

Les réactions obtenues par la publication de la motion sont très fortes à travers le pays. Au Québec, on trouve généralement la motion exagérée, mais un consensus s'installe rapidement pour appuyer les griefs de Francoeur (c'est-à-dire faire cesser les luttes nationales qui poussent les Canadiens français au bout de leur patience). Au Canada anglais, la réaction est tout autre. En effet, on assiste à un repentir général de la part des principaux journaux responsables de la campagne anti-Québec. La motion fait donc effet.

Mais c'est vraiment en Chambre qu'on se rend compte du bluff de la motion Francoeur. Les débats de janvier 1918 sont très mornes alors qu'aucun membre du cabinet et que très peu de conservateurs prennent la parole (2 sur 11 orateurs). Tout est fait comme si on voulait volontairement tenir les membres du gouvernement hors de la discussion. De plus, nous savons par *Le Soleil* que le trésorier provincial Mitchell et le ministre L.-A. Taschereau ont préparé des discours, mais ne les ont pas prononcés. Il y a fort à parier que, si la motion avait été si inattendue qu'on voulait bien la faire croire, au lieu d'entendre des députés inexpérimentés nous aurions eu droit aux gros canons du Parti libéral. Le contenu des discours est aussi révélateur. De part et d'autre on chante les louanges du fédéralisme, mais on critique la façon dont le Québec est traité depuis le début de la guerre. Lomer Gouin vient terminer le débat par un magistral discours qui fait le bilan de l'avancement du Québec depuis son entrée dans la Confédération. Francoeur, affirmant que

sa motion a atteint son but, la retire avant que ne soit pris le vote, à la satisfaction générale.

À la lumière de ce résumé des arguments, nous pouvons conclure que Francoeur n'a pas agi seul dans la présentation de la motion. Il est plus que probable que la décision de faire ce coup d'éclat émane directement de la tête du parti, du cabinet, si ce n'est de Gouin lui-même. Ce que plusieurs voyaient comme un premier sursaut d'indépendantisme au Parlement provincial n'est en fait qu'un bluff politique mené par le gouvernement Gouin pour reprendre la faveur po-pulaire et attirer l'attention du Canada anglais sur un problème important.

LES PREMIERS MINISTRES ET LEURS BIOGRAPHIES

Gaston Deschênes
Responsable du Service de recherche
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Combien de premiers ministres québécois ont fait l'objet d'une biographie substantielle publiée par des professeurs d'histoire de niveau universitaire? Je veux parler de véritables biographies (pas de pamphlets ou de brochures hagiographiques), de volumes (pas des articles publiés par la *Société royale du Canada* ou le *Dictionnaire biographique du Canada* (DBC), malgré toute l'estime que j'ai pour ces deux institutions) et d'ouvrages publiés (pas des thèses qui dorment dans les sections des «livres rares» à l'université).

Il faut d'abord éliminer les premiers ministres qui n'ont pas de biographie et ils sont nombreux, tant au XIX^e qu'au XX^e siècle. Pour la plupart des premiers ministres du XIX^e siècle, il faut se rabattre - ce qui n'a évidemment rien de déshonorant - sur les biographies publiées au DBC. Les exceptions sont Chauveau, qui a quelques textes dans les mémoires de la Société royale du Canada et une brochure dans les «Classiques canadiens», Chapleau, dont la carrière politique fait l'objet d'une thèse de Munro, Marchand, qui a deux modestes biographies (Lionel Fortin, aux Mille-Roches, et un opuscule de Jean-Jacques Lefebvre) et, naturellement, Mercier, dont la biographie est l'oeuvre de Rumilly et que plusieurs thèses ont analysé sous un angle ou l'autre (Barrière, Charbonneau, Dufour, etc.). C'est le vide à peu près total pour Ouimet, Boucher, Joly, Mousseau,

Ross, Taillon et Flynn. Ils n'ont fait que passer, pour la plupart, mais quelques-uns ont connu de remarquables carrières politiques: qu'on pense à Joly de Lotbinière (député et ministre à Québec et à Ottawa, chef de l'Opposition, premier ministre et lieutenant-gouverneur) et à Boucher de Boucherville, qui siégea au Parlement pendant 54 ans et mourut en fonction à 93 ans sonnés!

Les parlementaires des six premières décennies du XX^e siècle ont eu un peu plus de succès auprès des historiens. Le plus populaire est Maurice Duplessis avec deux biographies substantielles (par l'homme d'affaires Black et l'inclassable Rumilly), quelques ouvrages de journalistes (Laporte, Roberts, Saint-Aubin) et des thèses sur des aspects particuliers de sa vie ou de son administration (Benoît, Desrosiers, etc.). De Taschereau, il existe une biographie, en anglais, par Vigod, et une thèse sur les relations de son gouvernement avec l'Église (Dupont). Des thèses sur Godbout (Genest) et les «cent jours» de Sauvé (Denise Bombardier), ainsi qu'un opuscule sur Gouin (Jacques Gouin) complètent le tableau. Rien, aux deux extrémités de la période, sur Parent et Barrette.

Les premiers ministres contemporains, de Lesage à nos jours, ont été choyés, mais les historiens des universités du Québec n'y sont pour rien, exception faite des initiatives de notre collègue Comeau pour faire connaître Lesage, Johnson et Lévesque. Il existe deux biographies de Lesage, par le journaliste Daignault et le politicologue Dale C. Thomson. Sur Johnson, la meilleure oeuvre est sortie de la plume du journaliste Pierre Godin (qui nous a mystérieusement échappé à notre révision du Dictionnaire des parlementaires du Québec. Nos excuses!) et il existe des opuscules d'Albert Gervais et Jean-Louis Laporte. C'est aussi un journaliste (Vastel) qu'il faut consulter sur Robert Bourassa tandis que René Lévesque a eu trois biographes (Aubin, Desbarats et Provencher) avant même d'avoir fait sa marque comme premier ministre, et aucun depuis! Restent Jean-Jacques Bertrand, qu'on découvre à travers *La poudrière linguistique* de Godin, et Pierre Marc Johnson: ce dernier a, pour les fins de notre propos, le double défaut d'être jeune et en vie, ce qui se corrigera avec le temps...

Quelle était la question déjà? Combien de biographies de premiers ministres québécois les historiens des universités du Québec ont-ils

placées sur les rayons des librairies? On comprend que les historiens aient laissé les premiers ministres contemporains aux mains des journalistes et des politicologues, mais pourquoi ont-ils aussi boudé les anciens?

Date de décès des premiers ministres

1886	Mousseau	1927	Flynn
1890	Chauveau	1929	Gouin
1894	Mercier	1952	Taschereau
1898	Chapleau	1956	Godbout
1900	Marchand	1959	Duplessis
1901	Ross	1960	Sauvé
1905	Ouimet	1968	Johnson
1908	Joly	1968	Barrette
1915	Boucher	1973	Bertrand
1920	Parent	1980	Lesage
1923	Taillon	1987	Lévesque

POUR UNE DÉFINITION POLITIQUE DE L'ARCTIQUE

par Jean-François Pelletier
Étudiant au doctorat en science politique
UQAM

L'*Arctique* est un terme générique qui désigne une aire géographique. C'est en tout cas à cette dimension que se limite bien souvent son utilisation dans le discours populaire. Mais qu'en est-il dans celui des universitaires, c'est-à-dire dans le discours reconnu comme *scientifique*.

Cette question est importante, parce qu'à travers la résolution de celle-ci, c'est également la nature même du type de relation que nous (les Québécois allochtones) voulons entretenir avec les populations québécoises autochtones qui occupent ce territoire qui est abordée. Le modeste but de la présente démonstration est précisément d'en venir à une définition.

En effet, si nous nous en tenons qu'à la dimension cartographique de la notion de *arctique*, la problématique du développement de l'Arctique québécois ne se poserait pas, par exemple, puisqu'en fonction d'une pareille définition l'Arctique est toute cette région qui se situe au nord du 67^{ième} parallèle (le cercle polaire arctique). Or le territoire québécois ne s'étend guère au-delà du 63^{ième}. Aussi, pour certains auteurs